

Dominique Belmont

Pour une Europe des projets

Longtemps militant au Mouvement Européen, aujourd'hui âgé, je m'adresse ici d'abord à des jeunes, en leur proposant des pistes de réflexion concernant les défis qu'ils auront à surmonter et les actions qu'ils auront à mener au cours des prochaines décennies.

A cet égard, face à l'invasion des fake news et du n'importe quoi, il me semble que désormais toute réflexion prospective devra s'affirmer d'abord comme un acte de confiance en la raison humaine, en notre capacité à connaître le vrai.

Il reste que l'appel à la raison ne suffira pas. C'est pourquoi j'invite aussi les jeunes à soutenir avec enthousiasme le grand projet porteur d'espérance d'une Europe et d'une Terre unifiées dans le respect de leurs diversités.

Voici la présentation de ce texte.

Premier projet (P 3) : promouvoir la transition écologique dans un cadre européen et mondial.

D'où la priorité à donner à trois objectifs étroitement liés : "efficacité, sobriété, énergies renouvelables", ces dernières étant appelées à mettre fin aux énergies fossiles d'ici 2050. Mais l'énergie nucléaire ne va-t-elle pas rester longtemps indispensable ? Et comment financer la transition énergétique ? Des questions difficiles exigeant des démarches rationnelles.

Il reste que le défi du réchauffement climatique est également lié à celui d'une agriculture bio capable de nourrir les 10 milliards de terriens prévus pour 2050.

Deuxième projet (P 6) : mettre en oeuvre une politique migratoire européenne alliant la solidarité et le réalisme,

Là encore trois objectifs étroitement liés : une vraie coopération eurafricaine, une forte amélioration de l'accueil des migrants, un contrôle effectif des flux migratoires et des frontières européennes. Là va se jouer l'avenir de l'Union européenne.

Troisième projet (P 8) : promouvoir une Europe de la Défense fondée sur une étroite coopération des Défenses Nationales.

Trump va-t-il faire mieux que Staline ? En remettant en cause la protection américaine, va-t-il enfin décider les européens à organiser une Défense commune ? Question là aussi essentielle.

Quatrième projet (P 9) : faire en sorte que les européens puissent assumer et développer la révolution de l'intelligence artificielle.

Car nous avons en Europe les moyens qui nous permettront de nous affranchir de la domination américaine en ce domaine décisif. Et nous devons aborder cette

révolution avec confiance, car pour la grande majorité des spécialistes en IA la raison numérique reste et restera tributaire de la pensée méditante, oeuvre de nos libres consciences.

Cinquième projet (P 13) : renforcer et démocratiser la zone euro, dans le cadre d'une économie de marché alliant l'efficacité et la justice sociale.

Car la zone euro reste une zone fragile, d'abord faute d'une convergence des politiques budgétaires et fiscales de tous les pays de la zone euro. Mais les réformes nécessaires devront être fondées sur une participation effective des représentants des peuples européens.

Sixième projet (P 17) : face aux deux superpuissances, les Etats-Unis et la Chine, faire de l'Union européenne l'avant-garde d'une Union mondiale fondée sur l'autonomie et sur la coopération de tous les peuples.

Une réforme en profondeur des institutions de l'UE et de l'ONU n'est sans doute pas envisageable dans le contexte actuel. Mais on peut déjà en améliorer le fonctionnement, qu'il s'agisse pour l'UE d'un retour à la méthode communautaire et de l'instauration de frontières définitives, ou pour l'ONU de la réforme du Conseil de Sécurité et de l'instauration d'une Assemblée parlementaire mondiale.

Septième projet (P 21) : promouvoir une triple citoyenneté, nationale, européenne et mondiale, et cela d'abord dans le cadre des établissements scolaires.

Apprendre à connaître et à aimer l'histoire et la culture de la France, mais aussi de la civilisation européenne, instaurer dès le collège un dialogue avec les autres civilisations : il s'agit là encore d'un objectif essentiel.

Huitième Projet (P 24) : affirmer nos valeurs communes, face au défi de l'obscurantisme et du fanatisme.

L'exercice de la raison critique est depuis Socrate une valeur fondamentale pour les européens. L'exemple de la théorie de l'évolution en montre l'actualité. Car cette théorie, aujourd'hui niée par de nombreux chrétiens et musulmans, doit s'inscrire dans une démarche rationnelle qui nous concerne tous, croyants et incroyants.

Un document annexe est joint à ce texte : *Les sources toujours actuelles de la civilisation européenne*, résumées en 8 pages (les celtes, les germains et les slaves, la Grèce, Rome, le christianisme). Puis présentation de neuf figures de proue, de Périclès à Charlemagne (P 9 à 18).

Premier Projet : promouvoir la transition écologique dans un cadre européen et mondial.

Je me limiterai d'abord à un bref rappel des objectifs en ce domaine. Car, à moins d'être totalement déconnectés, vous savez comme nous tous que le défi du réchauffement climatique est devenu prioritaire et qu'il ne pourra être relevé qu'au niveau européen et mondial, la France étant responsable de moins de 2% des émissions de gaz à effet de serre (Chine 30%, Etats-Unis 15%, UE 9%).

C'est pourquoi je vous invite à lire sur internet les articles concernant **la politique européenne de l'énergie** : une politique qui reste en fait différente d'un pays à l'autre, l'exemple le plus frappant étant celui de l'Allemagne qui s'est engagée à renoncer au nucléaire, contrairement à la France.

L'union européenne s'est cependant fixée un objectif ambitieux pour 2030 : réduire de 40% les émissions de gaz à effet de serre dues aux énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz), et pour cela passer à 27% d'énergies renouvelables, améliorer de 27 à 30% l'efficacité énergétique, d'abord pour les transports et pour les bâtiments.

Efficacité, sobriété, énergies renouvelables : ces trois objectifs étroitement liés sont bien explicités pour la France par **l'association négaWatt** (site Web). Les membres de cette association, et d'autres avec eux, veulent une consommation couverte à 100% par des énergies renouvelables en 2050 (biomasse solide, éolien, photovoltaïque et biogaz).

Mais pour **Jean-Marc Jancovici** (*Dormez tranquilles jusqu'en 2100*), l'énergie nucléaire restera longtemps indispensable. L'auteur se déclare écologiste et pronucléaire : une provocation pour la majorité des écologistes. Je vous invite néanmoins à lire son livre, et à vous demander honnêtement si l'auteur n'a pas raison. Car votre lutte contre le réchauffement climatique doit être fondée sur des arguments rationnels. Elle ne doit pas se transformer en dogme ou en culte de Gaïa, la Terre-Mère, comme c'est parfois le cas. En ce sens, dans sa *lettre Laudato Si* (site Web) **le pape François** a rappelé d'une façon novatrice la tradition chrétienne, fondée sur le refus d'une nature déifiée, mais aussi sur l'appel à coopérer à la création.

En fait il s'agit d'abord de savoir comment financer la transition énergétique : une question dont le mouvement des gilets jaunes vient de nous rappeler la difficulté, en nous incitant à repenser en profondeur la fiscalité écologique.

Je me limite ici à quelques indications, en constatant d'abord que pour une majorité d'économistes l'objectif prioritaire sera de fixer un prix du carbone rendant concurrentielles les énergies renouvelables : un prix décidé au niveau européen pour que les entreprises de chaque pays restent compétitives, ce qui impliquerait l'instauration d'une taxe écologique aux frontières de l'Union européenne.

De plus des économistes ont proposé que les ressources de cette taxe carbone soient

attribuées intégralement à des mesures d'accompagnement des milieux modestes et défavorisés.

Il reste que pour le moment les grandes banques françaises consacrent 70% de leur financement énergie aux ressources fossiles (pétrole et charbon) et seulement 20% aux énergies renouvelables (éolien et solaire).

Mais pour certains économistes les banques commerciales ont un pouvoir de création monétaire qui doit leur permettre des investissements accrus dans les fonds verts.

Pour d'autres économistes ce serait à la BCE, ou à la Banque européenne d'investissement, ou à une Banque spécifique de financer la transition énergétique.

En tout cas il me semble que cette question doit rester ouverte, comme celle de la part du nucléaire dans le bilan énergétique. Et quelles que soient les solutions préconisées en ce domaine, la mobilisation massive des jeunes au niveau mondial, national et local n'en sera pas moins indispensable : une mobilisation qui devra être fondée sur des objectifs précis et réalistes, en rendant ainsi efficace votre engagement si nécessaire au service de notre Terre-Patrie.

Il reste que la lutte contre le réchauffement climatique risque d'occulter un objectif qui lui est étroitement lié, à savoir permettre à tous les français, à tous les européens et à tous les terriens d'avoir accès à deux biens fondamentaux : une nourriture suffisante et 100% bio, de l'eau potable et d'assainissement.

En effet on souligne rarement dans les médias qu'il y a aujourd'hui environ 800 millions de personnes qui souffrent de la faim dans le monde, ce qui en un sens est un chiffre encourageant, car il reste stable en dépit de la progression rapide de la population mondiale. Cela souligne le succès d'une révolution agricole basée sur l'utilisation de blé et de riz à haut rendement, d'engrais chimiques et de pesticides, d'irrigation là où l'eau manque.

Mais cette révolution montre aujourd'hui ses limites : pollution et épuisement des sols, utilisation sans cesse accrue des ressources naturelles.

En fait l'expérience prouve que l'agriculture bio, sans engrais et sans pesticides, et aussi sans labours, peut obtenir les mêmes rendements que l'agriculture actuelle. Mais d'après les agronomes il faut trois à cinq ans pour sa mise en oeuvre sur des sols redevenus naturels, d'où la nécessité d'une vraie concertation des pouvoirs publics avec les syndicats agricoles : une concertation destinée à assurer la transition écologique grâce à des mesures de formation et d'accompagnement des agriculteurs, appelés à tous disposer rapidement d'un revenu décent.

A cet égard **la PAC (Politique agricole commune)** (site Web) allait dans le bon sens dans son programme de 2015, en prévoyant que 30% des aides directes iront à la diversification des cultures, au maintien des prairies et à la préservation des surfaces écologiques.

5

Vous trouverez sur internet un exposé complet sur la PAC par les chambres d'agriculture, en constatant que 40% du budget européen y est consacré (9 milliards

d'euros chaque année pour la France).

Ce budget européen ne représente cependant que 1% des PIB nationaux (PIB ou Produit intérieur brut : richesse globale d'un pays produite en un an). Aux Etats-Unis le budget fédéral représente 24% du PIB. Retenez bien ces deux chiffres, 1% et 24%, car tout y est dit sur la puissance des Etats-Unis et sur l'impuissance actuelle de l'Europe.

Bien sûr on ne peut espérer une augmentation significative du budget européen dans le contexte actuel. Mais on pourrait néanmoins contourner l'obstacle en décidant les dirigeants des Etats nationaux à financer des projets communs avec le soutien de leurs opinions publiques.

En tout cas on ne pourra nourrir les dix milliards de terriens prévus pour 2050 sans limiter l'élevage, qui accapare aujourd'hui 80% du maïs et du soja produits dans le monde.

C'est pourquoi pour tous les terriens, et donc pour nous tous en France et en Europe, il sera nécessaire de limiter notre consommation de viande rouge, si possible à un jour par semaine, tout en profitant pleinement des plaisirs de la table avec de la volaille, du poisson et des légumes d'autres jours.

Pour les agronomes ce sera la meilleure façon pour nous de lutter contre la faim dans le monde, en libérant ainsi la production de céréales destinées à notre alimentation.

Je vous invite également à utiliser et à soutenir les circuits courts entre producteurs et consommateurs, déjà bien présents en France, et appelés à se développer au cours des prochaines décennies.

Enfin, il y a autour de vous des personnes qui vivent dans l'angoisse du lendemain et qui ne peuvent se nourrir qu'avec l'aide des Restos du coeur, de la Banque alimentaire, du Secours catholique, etc. Ces associations manquent de bénévoles. Alors pourquoi ne pas participer de temps en temps à l'une d'entre elles ?

Nous pouvons témoigner, nous les bénévoles, que c'est une expérience très positive qui change notre regard sur la pauvreté. Car aucun discours ne peut remplacer la rencontre chaque semaine avec les plus démunis.

En tout cas pour **Bruno Parmentier**, dont je viens de résumer en partie le livre, *Faim zéro*, et pour l'ensemble des agronomes, nous devons reconnaître que la faim est un problème mondial qui nous concerne tous. C'est vrai aussi pour l'objectif *De l'eau pour tous*, titre du livre de **Gérard Payen**.

L'un et l'autre spécialistes s'accordent pour souligner le rôle primordial de l'action politique, tant au niveau européen et mondial que national et local, les opérateurs n'étant que des exécutants.

6

Car seuls les pouvoirs publics pourront organiser des services publics de l'eau pour les 40% de la population mondiale qui en sont exclus. Seuls ils pourront mettre en oeuvre les actions nécessaires concernant l'accès de tous à de l'eau potable et à

l'assainissement de base (évacuation des excréments du domicile). Seuls aussi ils pourront organiser le traitement et l'épuration des eaux usées, ces questions étant aussi importantes que celle de l'eau potable.

Aujourd'hui deux milliards de personnes n'ont pas accès à de l'eau potable, et au total trois à quatre milliards de personnes boivent de l'eau douteuse, soit la moitié de l'humanité. C'est pourquoi la question de l'eau doit devenir prioritaire autant pour les pouvoirs publics que pour vous, citoyens du monde. Il s'agit en effet d'un défi planétaire, comme celui de la faim zéro et de l'énergie renouvelable : des défis que nous ne pouvons plus ignorer. Car, dans notre monde médiatisé, ceux qui ont faim sont désormais à nos portes.

Deuxième projet : mettre en oeuvre une politique migratoire européenne alliant la solidarité et le réalisme.

En lisant le livre de **Stephen Smith**, (*La ruée vers l'Europe. La jeune Afrique en route pour le vieux continent*), une lecture à vrai dire indispensable, vous vous rendrez compte que la question migratoire va être centrale pour votre génération, et sans doute pour les générations suivantes.

Car l'auteur montre bien que ce ne sont pas les africains les plus pauvres, mais ceux qui ont déjà un certain niveau de vie qui vont vouloir partir massivement de leurs pays au cours des prochaines décennies. Il s'agit d'une pression démographique sans précédent, puisque l'Afrique va passer de 1,25 à 2,5 milliards d'habitants en 2050, face à 450 millions d'européens vieillissants.

En fait il y a à l'heure actuelle un large consensus pour reconnaître qu'on ne pourra résoudre durablement la question migratoire qu'en aidant les africains à acquérir un bon niveau de vie dans le cadre d'Etats de droit.

C'est pourquoi la coopération eurafricaine doit devenir pour vous un objectif prioritaire. Certes je ne vous demande pas de mettre la main à votre portefeuille qui est sans doute presque vide, comme celui de la majorité des jeunes. Mais rien ne vous empêche de participer à des ONG organisant et soutenant des projets proposés et mis en oeuvre par les africains eux-mêmes.

Car les ONG ont désormais le souci constant d'éviter le piège de l'assistanat, et cela devra être vrai pour l'ensemble de la coopération eurafricaine.

En tout cas seule cette coopération pourra inciter les dirigeants africains à endiguer l'afflux des migrants en Europe en échange d'une aide effective au développement, dans le cadre de marchés communs africains assurant d'abord la protection de leurs

7

frontières contre les ventes à bas prix des surplus agricoles des autres régions du monde.

Mais ces marchés communs devront surtout favoriser l'essor d'une agriculture bio au

sein des petites exploitations agricoles. Car les centaines de millions de petits paysans qui ne disposent en Afrique que de la force de leur travail ne sont pas condamnés à l'exode vers d'immenses bidonvilles ou vers l'Europe. Ils auront à assurer demain l'autosuffisance alimentaire de chaque village, et aussi de chaque ville, notamment grâce au développement de l'horticulture urbaine.

Bien sûr une véritable coopération eurafricaine ne sera pas facile à mettre en oeuvre. Elle exigera de votre part de l'enthousiasme, de la générosité, du réalisme, la pleine conscience de l'ampleur du défi à surmonter, et la ferme volonté d'y faire face. Ces qualités, je vous invite à les mettre dès maintenant en pratique en participant à nos associations d'aide aux migrants. Car ce qui compte c'est ce qu'on fait.

En France de nombreux bénévoles s'efforcent d'être fidèles à nos valeurs communes en aidant les migrants à mener une vie digne. Si vous nous rejoignez, vous découvrirez d'abord avec nous que l'accueil des immigrés doit être fortement amélioré si nous voulons rester le pays des droits de l'homme.

C'est pourquoi nos associations demandent une offre accrue de logements et d'hébergements d'urgence pour l'ensemble des personnes à la rue. Elles demandent aussi la création d'un droit d'asile européen, fondé sur le droit au séjour et sur le droit au travail pendant la durée de la procédure d'asile. Elles demandent également la création de titres de séjour stables, le droit pour tous à la protection santé, l'accès de tous à des formations linguistiques et professionnelles.

Quant à dire que cette politique migratoire risquerait de créer un appel d'air, nos associations répondent que l'appel d'air est permanent et qu'on ne pourra le diminuer sans la mise en place d'une coopération eurafricaine seulement esquissée ici.

Cependant, s'il est nécessaire d'améliorer fortement l'accueil des immigrés, on doit aussi mettre en place un contrôle effectif des flux migratoires, et cela d'abord pour mettre fin à la dérive mafieuse, aux réseaux de passeurs devenus souvent des trafiquants d'africains.

Et là je m'oppose fermement à certains de mes amis bénévoles en leur disant : à force de refuser l'Europe-forteresse, vous finirez par avoir l'Europe fasciste, ou en tout cas une Europe qui cessera d'être fondée sur nos valeurs communes.

C'est pourquoi il sera nécessaire de renforcer **l'agence Frontex**, appelée désormais **agence européenne de gardes-frontières et de gardes-côtes** (site Web). Car sa dotation en 2018 d'environ 300 millions d'euros reste très insuffisante. De plus son organisation reste toujours surtout intergouvernementale et non communautaire, chaque Etat gardant le contrôle de ses frontières. Du coup, en dépit de quelques

8

avancées, l'agence a comme auparavant un rôle de surveillance plutôt qu'un rôle opérationnel.

Certes on prévoit à l'heure actuelle la création de dix mille garde-frontières et garde-

côtes, mais ce projet se heurte pour le moment à la résistance de certains Etats nationaux.

Surtout, l'organisation de centres d'accueil des migrants aux frontières de l'Europe pose des problèmes très difficiles, rarement abordés dans les débats actuels sur l'immigration. Comment en effet distinguer les demandeurs d'asile des migrants économiques ? Et sur quelles bases accepter ou refuser ces derniers, et pour quels pays ? Comment maintenir l'espace Schengen de libre circulation avec des pays d'Europe centrale auxquels on ne peut imposer des quotas d'immigrés ?

En tout cas il sera nécessaire que des associations d'aide aux migrants comme la Cimade soient présentes dans ces centres et puissent en garantir un fonctionnement à la fois efficace et humaniste : une double exigence dont on doit mesurer la difficulté quand on s'efforce d'aborder sereinement cette question devenue trop souvent passionnelle.

Alors les associations d'aide aux migrants vont-elles reconnaître la nécessité d'un contrôle effectif des flux migratoires ? Et de leur côté les pouvoirs publics sauront-ils mener une politique migratoire conforme aux droits de l'homme ?

On en est loin aujourd'hui. Poutant là va se jouer en partie votre destin et celui de l'Europe.

Troisième projet : promouvoir une Europe de la Défense fondée sur une étroite coopération des Défenses Nationales.

L'organisation d'une Europe de la Défense doit devenir aussi pour vous un projet prioritaire.

En effet, pour la première fois depuis 1949, la sécurité des européens n'est plus garantie dans le cadre de l'OTAN, c'est-à-dire en fait par la puissance américaine.

Alors Trump va-t-il faire mieux que Staline ? Va-t-il décider les européens à promouvoir une Défense autonome ?

Pour mesurer que seule une Défense européenne pourra faire le poids, voici quelques chiffres, arrondis pour que vous les reteniez bien : 700 milliards de dollars (budget militaire des Etats-Unis en 2018), 200 milliards de dollars (budget de la Chine), 58 milliards de dollars (budget de la France), mais aussi plus de 200 milliards de dollars (budgets cumulés de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Espagne).

Il reste qu'il ne s'agit pas de fusionner ces budgets européens, et à cet égard on ne devrait plus à mon avis utiliser le terme "d'armée européenne" pour réfléchir au projet si nécessaire d'une véritable coopération des Défenses Nationales. Car une armée européenne impliquerait une unité de commandement, une fusion des armées nationales, et surtout un sentiment patriotique qui reste aujourd'hui l'apanage des

9

nations.

Par contre la **Fondation Robert Schuman** (site Web) a proposé en octobre 2016, donc après le Brexit, le projet plus réaliste d'un traité "pour la défense et la sécurité

de l'Europe", qui serait signé par la France, l'Allemagne et l'Angleterre.

C'est également le souhait du président Macron qui prône un traité de défense et de sécurité incluant "un Conseil de sécurité européen associant le Royaume-Uni pour préparer nos décisions collectives".

Bien entendu tous les européens devront être associés à ce projet : un projet dont la mise en oeuvre doit favoriser l'émergence d'une citoyenneté européenne encore en gestation.

Une telle citoyenneté peut cependant déjà devenir la vôtre, si vous apprenez à vous passionner pour l'histoire de la France, de l'Europe et du monde : une question essentielle abordée plus loin.

Quatrième projet : faire en sorte que les européens puissent assumer et développer la révolution de l'intelligence artificielle.

Pour certains spécialistes il serait trop tard, la domination des Gafam et de la Silicon Valley serait devenue irrémédiable. Mais d'autres chercheurs en IA (Intelligence artificielle) affirment le contraire, comme le montre l'exemple de la Chine.

Car nous avons en Europe les moyens humains et techniques qui nous permettront de nous affranchir de la domination américaine. Pour cela nous devons d'abord assurer dans un cadre européen les investissements nécessaires, en les attribuant et en les évaluant d'une façon rigoureuse.

En fait les pays européens ont déjà beaucoup dépensé en ce domaine, mais une fois de plus en ordre dispersé, et sans les modes d'attribution très stricts qui sont ceux des américains.

En tout cas, si vous voulez redevenir maîtres de votre destin, la priorité pour vous sera d'assumer la révolution de l'intelligence artificielle et de la mettre à votre service. Je vous invite donc à devenir des mathématiciens et des informaticiens passionnés par leurs recherches dans ce secteur-clé, ou en tout cas des citoyens décidés à soutenir avec détermination et avec vigilance les progrès de la science et de la technique en ce domaine et en d'autres.

A cet égard il sera aussi important pour vous de croire en l'avenir de la science et de la technique que d'en reconnaître les limites, qui sont celles de la condition humaine. En ce sens, pour la grande majorité des chercheurs, on ne peut affirmer que l'intelligence artificielle va bientôt se substituer entièrement à l'intelligence humaine. En fait le projet d'un nouvel être post-humain capable de vaincre la mort relève pour beaucoup d'entre eux de ce qu'il faut bien appeler le délire paranoïaque

10

de certains posthumanistes. Car cette volonté de toute puissance ne peut que s'effondrer dans le nihilisme, quand fait irruption "la réalité rugueuse à étreindre".

Il reste que les débats doivent rester ouverts avec les transhumanistes prônant un

"homme augmenté", comme ils doivent l'être aussi entre économistes.

En effet certains économistes affirment que l'IA permettra de multiplier les emplois, comme ce fut toujours le cas dans le passé avec le progrès technique. D'autres au contraire estiment qu'il s'agit d'une rupture radicale impliquant une remise en cause en profondeur de l'organisation du travail.

En tout cas jusqu'ici les pays les plus robotisés, la Corée du Sud, le Japon, l'Allemagne, sont des pays du plein emploi. Plusieurs études récentes confirment que la robotisation ne détruit pas globalement des emplois, mais que par contre elle accentue la fracture sur le marché du travail entre les emplois peu et très qualifiés : d'où la nécessité de fortes mesures d'accompagnement des salariés dans les mutations qui s'annoncent.

Mais il faudra aussi que les métiers d'aide à la personne soient mieux rémunérés et reconnus comme impossibles à robotiser.

Car la tentation va être grande d'étendre la présence des robots à des domaines où la présence humaine restera irremplaçable (aides-soignants, aides à domicile, etc). En effet les robots vont de mieux en mieux *simuler* les activités humaines.

En fait, depuis qu'en 1997 l'ordinateur Deep Blue a battu aux échecs Kasparov, alors champion du monde, un bon joueur d'échec ne peut pas savoir aujourd'hui s'il joue contre un être humain ou contre un robot, lorsque l'un et l'autre lui sont cachés pendant qu'il joue.

Mais pour la majorité des chercheurs en IA on est encore très loin d'une vraie réussite du test de Turing, du nom de celui qui proposa en 1950 l'expérience venant d'être décrite.

En fait, pour aborder sérieusement la question de l'IA, il est d'abord nécessaire de comprendre ce qu'est un algorithme, dont vous trouverez une bonne définition en lisant sur internet un résumé du livre de **Serge Abiteboul et Gilles Dowek**, *Le temps des algorithmes*. On y découvre qu'un algorithme est "un procédé qui permet de résoudre un problème sans avoir besoin d'inventer une solution à chaque fois".

En ce sens nous utilisons tous des algorithmes. La recette du boulanger pour faire cuire du pain est un algorithme. Mais les informaticiens utilisent le plus souvent le mot au sens d'algorithme symbolique, permettant de résoudre des problèmes qui portent sur des symboles écrits, tels des chiffres et des lettres.

En fait les algorithmes sont fondés à l'heure actuelle sur des modèles mathématiques dont les moteurs de recherche peuvent exploiter des masses grandissantes de données, les Big Data. Cela a engendré une mathématisation du monde dont, selon

11

des spécialistes, vous trouverez l'une des meilleures critiques en lisant le livre de **Cathy O'Neil**, chercheuse en IA, *Algorithmes, la bombe à retardement*.

L'auteure montre avec de nombreux exemples que faute de "feed-back", de remontée d'information pouvant alerter le statisticien lorsqu'il s'égare, les algorithmes

continuent souvent de produire des analyses erronées et préjudiciables, sans jamais apprendre de leurs erreurs.

De plus les choix des données "ne se réduisent pas à des questions de logistique, de profits et d'efficacité. Ils revêtent un caractère fondamentalement moral."

En ce sens, souligne Cathy O'Neil, "les notions d'équité et d'intérêt général sont des concepts qui n'existent que dans les esprits des hommes et qui résistent à toute quantification. Il convient donc en premier lieu de tempérer notre utopie technologique, cet espoir sans borne et injustifié dans ce que les algorithmes et la technologie pourraient accomplir".

Il reste que cette critique nécessaire de l'IA devra s'inscrire pour vous dans une démarche de confiance envers la science et la technique, et à cet égard je ne partage pas le pessimisme radical d'un **Heidegger** ou d'un **Ellul**, aujourd'hui d'un **Eric Sadin**, dont je cite cependant des oeuvres dans ma bibliographie.

Car leurs analyses de la technique moderne sont souvent lucides. Mais d'autres auteurs les ont critiqués à mon avis à juste titre, en montrant que l'essence de la technique n'est pas seulement une volonté de puissance, une invitation à disposer du monde.

En fait, depuis que des êtres humains se sont mis à tailler des pierres, le rôle premier de la technique est de nous aider à nous détacher de l'animalité qui reste la nôtre. Grâce à la technique l'être humain peut s'affirmer comme un être de désir. En cela la technique a été et restera potentiellement libératrice, même si elle peut aussi devenir asservissante.

Déjà la science et la technique nous permettent de nous lancer sur la route des étoiles, et d'amorcer ainsi la grande aventure cosmique appelée à faire de la Terre le berceau de l'humanité.

"La route des étoiles" : c'est le titre de l'un des chapitres du livre passionnant dans lequel l'astrophysicien **Nicolas Prantzos** décrit les *voyages dans le futur*, tels que nous pouvons les concevoir avec des moyens techniques prévisibles.

Pour lui la vitesse du front d'occupation de notre galaxie par des vaisseaux-mondes pourrait être de l'ordre d'une année-lumière par millénaire. "A cette vitesse, environ cent millions d'années s'écouleraient avant que la vague de la colonisation atteigne les points les plus reculés de la Galaxie."

Alors reconnaissez avec moi qu'un projet pour cent millions d'années, c'est autre chose que nos projets actuels, enfermés le plus souvent dans l'économisme, dans l'obsession de l'économie et de ses objectifs limités au mieux à quelques années.

12

En ce sens l'intelligence artificielle est appelée à nous libérer de l'économisme, en fondant de plus en plus nos sociétés sur le loisir actif : un projet qui est au coeur des utopies, et qui a d'ailleurs donné lieu à une critique cinglante de certains auteurs.

Car le loisir permanent risque d'enlever à l'être humain sa *dignité*, en faisant de lui un *homo festivus* n'ayant plus rien d'un *homo sapiens*. En fait il n'y a pas de liberté sans nécessité : un constat qui implique que vous puissiez avoir à l'avenir un travail utile et motivant, mais que vous sachiez aussi utiliser vos loisirs grandissants pour grandir en humanité.

Il reste que le plus important sera de maintenir l'humanité de l'homme face au pouvoir déjà omniprésent des algorithmes. Cela impliquera le refus du réductionnisme qui veut réduire la pensée humaine au seul fonctionnement du cerveau.

Par exemple, pour le neurobiologiste **Jean-Pierre Changeux**, la conscience "est" le système de régulation en fonctionnement dans le cerveau, "elle se développe dans le cerveau".

A cela le philosophe **Paul Ricoeur** lui a répondu (dans *La nature et la règle : ce qui nous fait penser*) : "le cerveau ne "pense" pas, au sens d'une pensée qui se pense. Mais vous, vous pensez le cerveau".

En fait la réponse de Ricoeur est celle d'une majorité de philosophes et de scientifiques. Pour eux la conscience humaine ne peut être réduite à des processus neurobiologiques résultant de la simple application d'un ensemble de règles.

Aujourd'hui l'approche interdisciplinaire permet de mieux comprendre les interactions concernant la relation entre le cerveau et un psychisme indéniablement autonome.

Par exemple on constate que l'apprentissage modifie les réseaux neuronaux, en favorisant l'apparition, la destruction ou la réorganisation non seulement des synapses (des connections entre les neurones), mais également des neurones eux-mêmes. C'est une bonne nouvelle pour nous tous, jeunes et vieux, car cela veut dire que nous pouvons toute notre vie utiliser librement notre plasticité cérébrale pour modifier positivement nos réseaux de neurones.

On ne peut donc pas réduire le psychique au biologique, comme on a souvent tendance à le faire à l'heure actuelle, en voulant traiter la souffrance psychique uniquement avec des médicaments. Au contraire Freud, et après lui Jung et Lacan, ont reconnu l'autonomie d'un psychisme qui s'enracine dans des tendances biologiques, mais des tendances aussitôt médiatisées.

C'est pourquoi les psychologues et les psychanalystes ont à réaffirmer la possibilité de soulager par la parole la souffrance psychique, tout en veillant à ne pas confondre l'angoisse pathologique et l'angoisse existentielle. Car l'une aliène l'homme et l'autre le crée, en devenant la source d'une interrogation permanente.

13

Mais le refus du réductionnisme implique aussi une critique approfondie de la raison numérique, en tant que prétention à devenir le seul mode de connaissance du réel.

Je ne peux développer ici cette critique, déjà amorcée à propos du livre de Cathy O'Neil, et je vous invite à lire à ce sujet les livres d'Eric Sadin.

Mais puisque vous avez eu ou que vous aurez la chance de découvrir en classe

terminale la pensée des grands philosophes, je vous rappelle seulement que pour Bergson la connaissance véritable doit être fondée sur l'intuition : une intuition qu'on a parfois caricaturée en la réduisant à un vague sentiment ou instinct, alors que pour Bergson "l'intuition est réflexion". C'est "*la sympathie* par laquelle on se transporte à l'intérieur d'un objet pour coïncider avec ce qu'il a d'unique et par conséquent d'inexprimable."

C'est donc la forme la plus haute, bien que toujours limitée, de la raison humaine au sens large : une raison ainsi capable de s'ouvrir aux réalités les plus profondes, non pas en s'opposant à la raison numérique, mais au contraire en apprenant à utiliser ses immenses possibilités.

Car chaque algorithme est le fruit d'une pensée calculante qui ne restera féconde qu'en se sachant tributaire de la pensée méditante, oeuvre de nos libres consciences. En tout cas, face à la menace de voir la vérité, c'est-à-dire l'accès au réel, définie seulement par l'intelligence artificielle, vous aurez à *défendre ensemble le réel*.

Ce sera bien, pour votre génération et pour les générations suivantes, le combat fondamental.

Cinquième projet : renforcer et démocratiser la zone euro, dans le cadre d'une économie de marché alliant l'efficacité et la justice sociale.

Un constat : la zone euro reste une zone fragile faute d'un Etat fédéral qui de toute façon n'est pas d'actualité.

Car aujourd'hui les allemands ne veulent pas d'un vrai budget de la zone euro proposé par le président Macron. Ils demandent que les pays de la zone euro, France et Italie en tête, commencent par assainir leurs finances publiques.

Pour eux la priorité reste d'instaurer durablement une convergence des politiques budgétaires des pays de la zone euro, en reconnaissant qu'une telle convergence doit être fondée sur un consensus et non sur des sanctions, qui d'ailleurs n'ont jamais marché.

En ce sens, pour les pro-euros il sera indispensable de fonder ce consensus sur une participation effective des représentants des peuples européens.

C'est pourquoi pour eux le projet déjà décidé d'une **Assemblée parlementaire franco-allemande** (site Web) est une excellente initiative.

Comprenant 50 députés français et 50 députés allemands, cette Assemblée se réunira deux fois par an.

Rien ne l'empêcherait d'élargir ses débats aux questions liées à l'euro, et d'abord à

14

celle de la convergence des politiques fiscales des pays de la zone euro. Car on ne peut plus tolérer le dumping fiscal de certains pays européens, devenant attractifs pour les entreprises grâce à des taux très bas d'impôt sur les sociétés.

De même il sera nécessaire pour les députés de repenser la politique de la concurrence, en la situant à l'avenir au niveau mondial, et en permettant ainsi la formation d'entreprises européennes de taille mondiale capables de rivaliser avec

celles de la Chine et des Etats-Unis.

En ce sens il serait souhaitable que cette Assemblée franco-allemande puisse s'élargir périodiquement en **Assemblée parlementaire de la zone euro**, dont vous trouverez un projet détaillé sur internet.

Ce projet ambitieux a cependant peu de chance d'être accepté par l'ensemble des européens dans le contexte actuel.

C'est pourquoi des proeuropéens proposent le projet à leurs yeux plus réaliste d'une Commission transnationale des finances réunissant les députés de la zone euro membres des commissions des finances des parlements nationaux et du parlement européen.

Cela permettrait déjà d'associer étroitement les parlements nationaux à la gestion de la zone euro. Cette Commission pourrait d'ailleurs être créée de façon informelle, sans nouveau traité et sans nouvelle bureaucratie, dans une démarche pragmatique s'inspirant de nos amis anglais qui n'ont toujours pas de constitution écrite : une démarche pragmatique qui doit impérativement devenir la nôtre si nous voulons que le projet européen redevienne crédible.

Les ministres des finances de l'eurogroupe et les dirigeants de la BCE (la Banque centrale européenne) auraient ainsi à rendre compte de leur action devant cette Commission.

On peut critiquer ce projet, le trouver trop modeste ou trop ambitieux. Mais on ne peut nier la nécessité de fonder désormais la construction européenne sur une réelle participation des peuples européens et de leurs représentants.

Il reste que pour de nombreux économistes la zone euro reste aujourd'hui fragilisée par la situation financière de certains de ses membres.. Ainsi pour **Georges Ugeux**, banquier, financier et universitaire, *la descente aux enfers de la finance* (titre de son livre) pourrait bien s'accélérer en Italie, car "la dette italienne menace la zone euro et le monde". Mais pour lui la France est elle aussi au pied du mur et ne pourra pas continuer à augmenter sa dette.

En fait, comme le souligne Jean-Claude Trichet (ancien président de la BCE) dans la préface de ce livre, "si rien n'est fait pour infléchir le cours des décisions privées et publiques, nous affronterons inéluctablement une nouvelle crise financière mondiale" qui sera due d'abord, comme celle de 2008, à "un formidable excès d'endettement", les Etats-Unis en étant comme en 2008 les premiers responsables.

15

Alors quelles mesures prendre pour essayer d'éviter une nouvelle crise financière ? Et comment remettre pleinement la finance au service de l'économie réelle ? Vastes questions qui concernent l'avenir de chacune et de chacun d'entre vous.

A ce sujet il serait indispensable que tous les élèves puissent acquérir au collège et au lycée un minimum de culture économique et financière à partir des exemples concrets de la microéconomie. Surtout, les élèves devront être amenés à comprendre que

l'économie est une science fondée sur l'analyse rigoureuse des faits, et non sur les opinions de chacun.

En ce sens l'endettement des états italien et français doit être reconnu objectivement comme une menace pour la zone euro et pour le monde. Mais l'objectivité n'exclut pas les sentiments, et c'est sans doute le plus grand scandale des quarante dernières années de vous avoir ainsi mis sur le dos une lourde dette que vous aurez à rembourser et qui ne cesse d'augmenter.

Car les budgets de la France sont en déficit structurel depuis 1974. Du coup nous empruntons chaque année des milliards d'euros sur les marchés financiers pour combler nos déficits.

Quant à dire avec certains hommes politiques qu'il faudra annuler une partie de notre dette, vous devez reconnaître que c'est un discours totalement irresponsable. Car depuis 1797, date de la dernière banqueroute de l'Etat, la France a toujours honoré sa dette. En y renonçant, elle se couperait pour des décennies des marchés financiers qui financent notre dette et nos entreprises. Ce serait bien une catastrophe sans précédent pour notre économie et pour le renom de la France.

Alors comment équilibrer le budget de l'Etat, diminuer la dette publique, et en même temps diminuer les impôts ? Car les français sont les plus taxés en Europe, avec des recettes fiscales à plus de 48% du PIB (40% en moyenne en Europe) et avec des dépenses publiques à 57% du PIB (moins de 50% en Europe).

Il devrait être évident pour tous les français que cela nécessitera une forte diminution des dépenses publiques permettant à la France de se situer dans la moyenne européenne, les exemples de la Suède et du Canada montrant que c'est possible sans remise en cause de la protection sociale.

Un tel projet, qui ne devrait être ni de droite ni de gauche, et qui exigera des réformes difficiles, comme l'allongement de l'âge du départ à la retraite, n'a aucune chance d'être accepté par les français dans le contexte actuel. Il doit cependant devenir le vôtre, en se situant dans le cadre d'une économie de marché qui seule permet l'augmentation du gâteau à partager, face aux économies étatisées des régimes communistes, dont le bilan s'est révélé désastreux.

Pourtant aujourd'hui seulement 36% des français font confiance à l'économie de marché (plus de 60% en Europe et partout dans le monde). Pour la majorité des

16

français, la liberté d'entreprendre, c'est surtout la liberté du renard dans le poulailler, autrement dit des patrons aux dents longues qui s'enrichissent impunément sur le dos des travailleurs et des travailleuses.

Mais par ailleurs plus de 80% des français soutiennent les PME, les petites et moyennes entreprises, qui ne peuvent pourtant se développer que dans le cadre d'un marché libre.

Comme le souligne **Jean Tirole**, prix Nobel d'économie, et avec lui une majorité

d'économistes, "le marché, s'il est suffisamment concurrentiel, augmente le pouvoir d'achat des ménages en réduisant les prix, en créant des incitations à la baisse des coûts de production, en stimulant l'innovation et en ouvrant les échanges au commerce international. De façon peut-être moins visible, il protège le citoyen des lobbies et du favoritisme si présents dans les mécanismes plus centralisés d'allocation des ressources...Pour toutes ces raisons il joue un rôle central dans la vie économique".

Cela ne veut pas dire que les économistes ont une confiance illimitée dans l'efficacité des marchés. Cette vision, souligne Jean Tirole, "a au moins trente ans de retard, sinon plus". Son livre, *Economie du Bien Commun*, traite notamment des nombreuses défaillances du marché qui doivent être corrigées.

Car les économistes, qu'ils soient libéraux ou sociaux-démocrates, reconnaissent que les inégalités se sont trop creusées en Europe et aux Etats-Unis, comme l'a souligné notamment **Thomas Piketty**, dont vous trouverez sur internet un résumé, mais aussi une critique de son oeuvre.

De même les uns et les autres reconnaissent la nécessité d'une vraie réforme de notre fiscalité et de ses 360 impôts et taxes.

Mais par contre ils s'opposent sur la taxation des plus riches, les socialistes voulant l'accentuer fortement, les libéraux demandant qu'elle ne devienne pas dissuasive pour les entrepreneurs et pour les détenteurs de capitaux.

Il me semble que ce débat doit rester ouvert, de même que doit rester ouverte la question si difficile du rôle de l'Etat dans l'économie.

En tout cas, pour que les réformes évoquées ici deviennent acceptables, elles devront s'insérer dans le projet européen d'une économie sociale de marché prenant en compte non pas seulement les intérêts des actionnaires selon le modèle anglo-saxon, mais aussi ceux, non moins légitimes, des salariés, des clients et des fournisseurs, de l'écosystème dans lequel l'entreprise évolue.

Sur cette vaste question je vous invite seulement à consulter sur internet les sites de deux types d'entreprises dont la finalité n'est plus uniquement le profit, à savoir **l'économie sociale et solidaire (ESS)**, qui emploie en France 2,4 millions de salariés sous forme de coopératives, mutuelles, associations, et les **Benefit corporations** qui se développent depuis 2010 aux Etats-Unis et qui ont pour mission statutaire de promouvoir l'intérêt général.

17

Bien entendu il ne s'agit pas de prétendre généraliser ce type d'entreprises, mais plutôt de s'en inspirer pour promouvoir une participation effective des salariés à la vie et à la gestion de leurs entreprises. Car là va se jouer d'abord l'avenir d'une Europe sociale dont les objectifs proclamés sont parfois irréalistes, tel l'objectif d'un Smic européen. En effet les politiques nationales restent très différentes en ce domaine, et leur harmonisation progressive sera une tâche de longue haleine, impliquant un rapprochement effectif des niveaux de vie.

Il reste qu'une économie sociale de marché encadrée par des Etats de droit est le modèle approuvé par une forte majorité d'européens. A ce sujet, pour expliquer l'exception française, c'est-à-dire notre défiance persistante à l'égard de l'économie de marché, je vous invite à lire le livre remarquable de **François Furet**, *Le passé d'une illusion*, l'illusion étant celle de l'idée communiste qui "dura aussi longtemps que l'URSS lui a donné consistance et vie".

Dans son livre Furet cite l'exemple frappant de Pierre Pascal, jeune intellectuel et fervent catholique qui vécut en Russie de 1916 à 1933. Nommé à la mission militaire française à Saint-Petersbourg, il s'enthousiasma pour la révolution russe qui, pour lui, allait mettre fin au règne de l'argent et de l'individualisme bourgeois. Son rêve d'une "révolution sociale universelle" fondée sur l'appropriation collective des moyens de production devint ensuite celui d'une majorité d'intellectuels en France, et cela tout au long de la terrible dictature stalinienne, puis maoïste.

Mais le parcours de Pierre Pascal est également exemplaire parce qu'il a vécu l'expérience douloureuse de la sortie du communisme, devenu à ses yeux "le règne du mensonge". Du coup le retour au principe de réalité qui fonde l'économie de marché l'a laissé orphelin, comme le sont en fait beaucoup d'intellectuels aujourd'hui. Je pense au contraire que le principe de réalité, qui est aussi le principe de responsabilité, peut et doit devenir pour vous une source d'espérance.

Sixième Projet : face aux deux superpuissances, les Etats-Unis et la Chine, faire de l'Union européenne l'avant-garde d'une union mondiale fondée sur l'autonomie et sur la coopération de tous les peuples.

Un premier constat : seules l'Union européenne et l'Inde (qui aura un milliard 600 millions d'habitants en 2050) pourront faire le poids demain face aux Etats-Unis et à la Chine.

Certes la Russie est une grande puissance militaire. Mais avec ses 146 millions d'habitants vieillissants et son économie basée sur les énergies fossiles, elle ne pourra se maintenir au premier rang qu'en se reconnaissant d'abord comme un pays européen membre d'une même communauté de culture, celle qui nous fait aimer les

18

romans de Dostoïevski ou la musique de Tchaïkovski.

Il sera donc nécessaire d'établir avec les russes des liens étroits de coopération, en les amenant à comprendre qu'en cherchant à diviser l'Europe ils mènent une politique suicidaire face au géant chinois. Mais de notre côté nous devons mettre fin à la politique parfois erronée qui a été la nôtre à leur égard, notamment lorsque nous avons voulu négocier avec l'Ukraine sans concertation préalable avec Poutine.

Alors aux russes comme aux autres européens, et d'abord à vous les jeunes, il faut poser clairement la question : voulez-vous que l'Union européenne, géant

économique, soit condamnée à rester un nain politique ?

Aujourd'hui tout semble indiquer que notre destin est scellé, que le sort du monde dépend désormais d'un directoire conflictuel des Etats-Unis et de la Chine.

Pourtant l'Europe des projets peut nous mettre rapidement sur les chemins d'une indépendance retrouvée.

Je viens d'évoquer avec vous les projets concernant la transition écologique, la question migratoire, l'Europe de la Défense et l'intelligence artificielle.

Mais bien d'autres projets devront être mis en oeuvre, tel par exemple le développement d'**Erasmus** (site Web) qui est à ce jour la plus belle réussite de la construction européenne. J'espère que vous pourrez y participer, en allant faire des études ou des stages dans d'autres pays. Car les jeunes en reviennent en se déclarant à plus de 80% davantage européens.

En tout cas l'Europe des projets doit pouvoir obtenir un large consensus, y compris auprès des défenseurs des souverainetés nationales

A cet égard il faut préciser que les pères de l'Europe n'ont jamais voulu la disparition des Etats nationaux. Ils ont au contraire tracé une voie originale qui a été souvent caricaturée, et qui n'est ni celle d'un fédéralisme à l'américaine (car la France et l'Allemagne ne sont pas le Texas et la Californie), ni celle d'une simple coopération intergouvernementale vouée à l'impuissance avec le vote à l'unanimité, mais plutôt celle d'une nouvelle forme d'union fondée sur l'exercice en commun des souverainetés nationales dans certains domaines limités.

Je vous invite donc à découvrir ou à redécouvrir sur internet **les institutions de l'Union européenne**. Vous comprendrez alors ce qu'est "la méthode communautaire" : celle qui voit la Commission européenne proposer les lois et les exécuter une fois que ces lois ont été décidées par le Conseil des ministres et par le Parlement européen.

Notez déjà que la Commission ne décide rien, comme on l'en accuse souvent : elle propose et elle exécute. Les décisions sont donc prises démocratiquement à la fois par le Conseil des ministres représentant les Etats membres (par exemple les 28, et bientôt les 27 ministres de l'agriculture, ou des Affaires étrangères, etc), et par le Parlement européen représentant les peuples : un parlement qui a désormais un réel

19
pouvoir de codécision.

En fait le pouvoir de décision appartient de plus en plus au Conseil européen réunissant les chefs d'Etat et de gouvernement.

C'est pourquoi pour les proeuropéens il sera nécessaire de lui redonner son rôle initial d'orientation en limitant ses réunions. Surtout ses travaux devront être publics, car il n'y a aucune raison pour que ses décisions qui engagent l'avenir de l'Union soient prises en secret. De plus cela empêchera les dirigeants politiques de mettre sur le dos de "Bruxelles" des décisions prises en commun avec leurs collègues.

Quant à la Commission européenne, elle devra elle aussi être recentrée sur ses tâches essentielles, ce qui devra mettre fin à une inflation bureaucratique indéniable. Il serait

également nécessaire qu'elle soit limitée à une quinzaine de membres. Mais chaque Etat voudra sans doute garder son commissaire. C'est pourquoi certains proeuropéens ont suggéré d'organiser au sein de la Commission une petite équipe opérationnelle réellement représentative des peuples européens.

Enfin, j'ai déjà noté que la démocratisation de la zone euro impliquera l'élargissement de l'Assemblée parlementaire franco-allemande aux autres membres de la zone euro, et sinon la création d'une Commission transnationale des finances.

J'ajoute qu'une autre question essentielle doit être rapidement clarifiée, celle des **frontières de l'Union européenne** (site Web, frontières de l'UE, Vie publique). Car seules des frontières stables et fermement contrôlées permettront à l'UE de se transformer progressivement en Union politique.

En fait tous les pays européens ont vocation à faire partie de l'UE : Suisse, Norvège et Islande, mais aussi Serbie, Bosnie, Albanie, Macédoine, Kosovo et Monténégro. Par contre jamais les russes n'accepteront l'entrée de l'Ukraine et de la Moldavie dans l'UE : ils imposeraient alors leur partition, déjà bien amorcée en Ukraine. C'est pourquoi il sera nécessaire de négocier avec les russes un statut de membre associé pour ces deux pays.

De même, pour l'ensemble des historiens, la Turquie n'a pas connu les grandes étapes de l'histoire de l'Europe. Il faudra donc négocier avec elle un statut enfin clairement défini de membre associé.

Je vous présente ici un tableau de la future UE élargie à 37 membres, avec leur nombre d'habitants en 2018, ce qui rafraîchira vos souvenirs. Les pays ont été en majorité regroupés en quatre unions régionales. Les pays marqués **en noir** sont ceux appelés à rejoindre l'UE.

La future Union européenne élargie à 37 membres.

Les six pays les plus peuplés : Allemagne (82M), France (66M), **Royaume-Uni** (65M), Italie (60M), Espagne (46M), Pologne (38M)

L'Union Rhin et Danube : Pays-Bas (17M), Belgique (11M), Autriche et **Suisse** (8M), Luxembourg (0,5M)

L'Union d'Europe Occidentale : Portugal et Suède (10M), Danemark, Finlande et **Norvège** (5M), Irlande (4M), **Islande** (0,3M)

L'Union d'Europe centrale : Roumanie (19M), Hongrie et République Tchèque (10M), Slovaquie (5M), Lituanie (3M), Lettonie (2M), Estonie (1M)

L'Union du Sud-Est Européen : Grèce (10M), Bulgarie et **Serbie** (7M), Croatie (4M), **Bosnie** et **Albanie** (3M), Slovénie, **Macédoine** et **Kosovo** (2M), Chypre (0,8M), **Monténégro** (0,6M), Malte (0,4M).

Chacune des unions régionales pourrait désigner un seul porte-parole pour les réunions de l'UE qui auraient ainsi dix porte-paroles : les représentants des six pays les plus peuplés et des quatre unions régionales.

Cette organisation pourrait d'ailleurs être mise en place dès maintenant, et là encore dans une démarche pragmatique évitant pour le moment tout nouveau traité. Cela permettrait déjà de mettre fin aux tours de table interminables des réunions actuelles à 28.

Cette pratique des dix porte-paroles, impliquant des réunions préparatoires dans chaque union régionale, serait ainsi appelée à promouvoir progressivement une Europe à dix, respectant pleinement la représentation des petits pays, tout en permettant un fonctionnement efficace des institutions de l'UE, dans le cadre de frontières définitives et bien contrôlées.

En tout cas le plus important pour vous sera de maintenir et de promouvoir une vraie démocratie européenne. Car aujourd'hui ce que les peuples remettent en cause, aussi bien au plan national qu'europpéen, ce n'est pas tant la démocratie représentative que ses représentants passés et actuels.

Ce qui mine la démocratie, c'est en France le chômage de masse, c'est en Europe la stagnation du pouvoir d'achat des classes moyennes, c'est le sentiment croissant d'insécurité face à des flux migratoires incontrôlés, ou face à un Trump incontrôlable.

En effet la démocratie directe ne peut que devenir le tombeau de la démocratie si elle prétend s'exercer au niveau national. Elle ne peut être effective et fructueuse qu'au niveau local. Car seule la démocratie représentative permet la mise en oeuvre de projets nécessairement complexes, et donc sérieusement préparés et discutés dans le cadre des parlements nationaux et du parlement européen.

Mais la démocratie représentative sera aussi indispensable au niveau mondial, ce qui impliquera d'abord **la réforme du Conseil de Sécurité** (site Web), une réforme aujourd'hui bloquée, car elle nécessiterait l'accord des cinq membres permanents (Etats-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni, France). Or ces pays ne sont pas près de renoncer à leur droit de veto.

21

A l'heure actuelle l'Allemagne, l'Inde, le Japon et le Brésil demandent à devenir des membres permanents, une demande soutenue par la France qui, de toute façon, n'acceptera pas que son siège devienne celui de l'Union européenne. On propose souvent d'y ajouter un pays arabe (par exemple l'Egypte) et au moins un pays de l'Afrique subsaharienne (par exemple l'Afrique du Sud ou le Nigéria).

Mais d'autres pays proposent un Conseil de Sécurité de 25 membres dotés des mêmes droits et élus par l'Assemblée générale de l'ONU, où siègent les délégations des 193 membres.

Un tel projet a donc peu de chances d'aboutir dans le contexte actuel. Par contre la création d'une **Assemblée parlementaire des Nations Unies** (site Web) est un projet qui est déjà soutenu par 1500 parlementaires de 25 pays. Cette Assemblée deviendrait une seconde chambre formant avec l'Assemblée générale actuelle un parlement

mondial appelé à élire et à contrôler les membres du Conseil de Sécurité.

En tout cas, ou bien l'union des peuples d'Europe et du monde s'incarnera dans des institutions fiables et durables, ou bien, ce qui est le plus probable, un nouvel ordre mondial s'imposera par la force.

Cependant rien n'est joué. Alors préparez-vous à vivre une grande aventure improbable. Car vouloir l'union pacifique des peuples d'Europe et du monde, c'est vouloir l'improbable. Mais, dans l'histoire de la vie comme dans celle de l'humanité, l'improbable survient sans cesse et devient pour nous un signe d'espérance.

Septième projet : promouvoir une triple citoyenneté, nationale, européenne et mondiale.

J'aborde une question qu'en principe je connais mieux, puisque j'ai enseigné l'histoire et la géographie, puis dirigé pendant longtemps des collèges et des lycées privés de l'enseignement catholique.

Je ferai à ce sujet seulement deux remarques. D'abord aucun IPR (inspecteur pédagogique régional) ne m'a signalé des différences entre les professeurs du public et du privé sous contrat, les uns et les autres étant chargés d'appliquer les programmes de l'Education Nationale en respectant, et si possible en développant la liberté de conscience et l'esprit critique de leurs élèves.

Car la liberté de conscience n'est jamais un acquis. Pour nous tous elle se forge dans une lutte vigilante contre la tentation du sectarisme et du renoncement. En ce sens, nous dit Dostoïevski, à chaque époque et pour chaque être humain la tentation est grande de déposer le fardeau de la liberté entre les mains des grands inquisiteurs

D'autre part des enquêtes ont montré que la composition sociologique des populations scolaires est globalement la même dans le public et dans le privé sous contrat, excepté à Paris et dans certaines grandes villes : une exception qui concerne aussi des lycées publics.

Cette situation est due d'abord aux prix exorbitants des logements dans les centres-villes, à Paris, à Bordeaux, etc, d'où la fuite des milieux modestes vers des banlieues éloignées, ce qui contribue au blocage actuel de l'ascenseur social.

22

En ce sens, on le sait, l'objectif prioritaire d'une politique sociale sera de mettre en oeuvre, à tous les niveaux scolaires, un soutien efficace aux élèves en difficulté, notamment à ceux provenant de milieux défavorisés.

A ce sujet il faut rappeler une fois de plus que seuls des professeurs expérimentés, manifestant leur bienveillance par une très grande fermeté, participant à des équipes éducatives dynamiques pratiquant des pédagogies adaptées, et pouvant compter sur le soutien sans faille de leurs directions, seront capables de relever le défi devenu majeur d'une jeunesse souvent en sécession dans les quartiers difficiles.

J'en arrive ainsi à la question prioritaire : comment faire en sorte que dans nos établissements scolaires tous les élèves puissent acquérir une véritable culture

générale fondée autant sur les sciences que sur les lettres et les arts ?

Pour certains auteurs il serait trop tard. La crise de la culture serait devenue trop profonde pour pouvoir être surmontée. Nous serions désormais prisonniers d'une société du spectacle qui nous enferme dans le monde de l'insignifiance, et d'un système technicien dont la barbarie prend le visage souriant de nos smartphones.

Mais je vous invite à récuser vivement cette thèse, d'abord sur le plan philosophique, en adoptant une attitude foncièrement positive à l'égard de la science et de la technique, ce que j'ai déjà évoqué à propos de l'intelligence artificielle.

Surtout, il existe dans nos établissements scolaires de nombreuses expériences pédagogiques réussies dont on parle peu, et qui prouvent que vous pouvez vous passionner pour le théâtre de Molière ou pour la poésie de Rimbaud, mais aussi pour un problème de maths ou pour une expérience de physique.

Sachez en tout cas qu'une bonne culture générale vous permettra d'acquérir les qualités qui vous seront indispensables dans le monde de demain : l'ouverture d'esprit, la souplesse d'adaptation, la capacité de ne pas confondre la fin et les moyens, ou plus simplement de résumer une question complexe en deux pages claires et bien écrites. Je peux vous assurer que les employeurs se bousculeront alors pour vous embaucher !

Car s'il est vrai que le progrès technique a permis jusqu'ici de multiplier les emplois, nul ne peut savoir s'il en sera de même avec les progrès fulgurants de l'intelligence artificielle. Alors préparez-vous à ce monde de demain par des lectures en apparence inutiles et par des recherches désintéressées. En effet c'est le paradoxe de la culture de ne vous servir à rien, et de vous préparer ainsi à devenir des acteurs économiques efficaces.

Je vous invite donc à voir des pièces de Molière, mais aussi de Shakespeare et de Tchekov, à lire des romans de Jules Verne, mais aussi de Kipling et de Tolstoï, à découvrir la musique de Berlioz, mais aussi de Mozart et de Beethoven.

Car il existe effectivement une civilisation européenne, et à cet égard je vous invite à lire aussi mon document annexe concernant *Les sources toujours actuelles de la*

23
civilisation européenne.

Ce sera pour vous une opération rentable, car vous y trouverez résumée en quelques pages toute l'histoire de l'Europe des origines à Charlemagne, suivie d'une présentation de quelques figures de proue qui ont marqué notre passé commun.

Mais je vous invite également à découvrir et à aimer les autres civilisations du monde, et à devenir ainsi autant des terriens que des français et des européens.

En ce sens la priorité pour vous sera d'apprendre à connaître la civilisation arabo-musulmane. La bibliographie sur ce sujet est immense, et je me contente de vous citer le petit livre d'**Adrien Candiard**, *Comprendre l'islam, ou plutôt pourquoi on n'y comprend rien*, à compléter éventuellement avec le livre de **Malek Chebel**, *L'islam en 40 questions*. Le premier livre coûte 6 euros, le second 3 euros.

Adrien Candiard est islamologue (spécialiste de l'islam) et frère dominicain, membre de l'Institut dominicain d'études orientales au Caire.

En lisant son livre vous découvrirez d'abord qu'il y a au sein de l'islam "une extrême diversité des manières de vivre", et aussi des manières de croire. Car aujourd'hui "l'opposition entre sunnites et chiites est chauffée à blanc ; et se fait jour, au sein même du sunnisme, une guerre très dure pour la définition de l'orthodoxie".

Après avoir analysé cette double crise interne, Adrien Candiard prend "trois exemples de questions aussi récurrentes que brûlantes" : l'islam est-il incompatible avec la démocratie ? Peut-on interpréter le Coran ? L'islam est-il irrationnel ?

Ces questions nous concernent tous, et les réponses nuancées de l'auteur nous font entrer dans la complexité d'une tradition islamique souvent ignorée ou caricaturée à l'heure actuelle.

Mais vous aurez aussi à connaître d'autres civilisations, et notamment la civilisation chinoise en lisant par exemple le petit livre du sinologue **Nicolas Zufferey** sur *La pensée des chinois* (six euros). L'auteur nous fait découvrir la profondeur et la complexité d'une tradition qui, pour nous occidentaux, "est l'autre pôle de l'expérience humaine", selon Simon Leys.

Aujourd'hui **les instituts Ricci** (site Web), dont un à Paris, continuent cette rencontre entre l'Occident et la Chine qui fut celle du jésuite Matteo Ricci, mort à Pékin en 1610, après être devenu astronome et mathématicien auprès de l'empereur.

Bien des jésuites ont ainsi appris à connaître et à aimer la civilisation chinoise, et j'espère que leur démarche audacieuse deviendra aussi la vôtre.

Car le dialogue entre les civilisations est aujourd'hui une nécessité, tout comme le dialogue en France et en Europe entre chrétiens, juifs et musulmans.

Il ne s'agit pas ici d'un voeu pieux, mais d'un objectif que je sais réaliste, pour avoir participé moi-même à des rencontres interreligieuses. Bien sûr de telles rencontres concernent d'abord les membres des trois religions. Mais elles vous concernent

24

aussi, que vous soyez ou non croyants, car la paix religieuse est l'une des conditions de la paix sociale.

Cependant je ne peux terminer ces brèves réflexions sur la culture sans souligner que le niveau globalement médiocre des élèves français révélé par **les enquêtes internationales Pisa et Pirls** (sites Web) devrait provoquer chez nous tous un choc salutaire. Car une forte amélioration de notre système éducatif doit devenir pour tous les français un objectif prioritaire : vaste question que je ne peux aborder ici.

Huitième projet : affirmer nos valeurs communes, face au défi de l'obscurantisme et du fanatisme.

Je vous invite d'abord à lire deux textes de Platon, *apologie de Socrate* et *l'allégorie*

de la caverne, ainsi que le livre de **Roger-Pol Droit**, *Et si Platon revenait*, dans lequel l'auteur montre d'une façon frappante l'actualité du père fondateur de la philosophie européenne et de son maître Socrate.

J'ai cité ces textes dans mon résumé sur *les sources de la civilisation européenne*, car ce sont des actes de confiance en la raison humaine qui expriment d'emblée l'originalité profonde de notre civilisation.

Bien entendu toutes les civilisations sont fondées sur la raison au sens large. Mais aucune n'a poussé aussi loin l'esprit critique, aucune n'a cessé de remettre en cause ses valeurs et ses évidences.

Cet esprit critique, je vous invite maintenant à l'exercer par une brève réflexion sur la théorie de l'évolution, car cela me semble un exemple significatif du défi de l'obscurantisme et du fanatisme que vous aurez demain à surmonter, que vous soyez ou non croyants.

En effet aujourd'hui près d'un américain sur deux s'en tient à une lecture littérale de la Bible en affirmant que l'homme a été créé directement par Dieu. De même il semble qu'une majorité de musulmans refuse également d'admettre la théorie de l'évolution. C'est pourquoi l'accord entre science et foi vous concerne directement. Car si les courants intégristes et obscurantistes deviennent dominants chez les musulmans, mais aussi chez les juifs et chez les chrétiens, le monde deviendra invivable pour tous, croyants et incroyants.

Certes l'obscurantisme, le refus de voir ce qui est, ne mène pas nécessairement au fanatisme, ni le fanatisme à des actes terroristes.

Mais le salafisme est à cet égard un exemple frappant d'une doctrine musulmane obscurantiste pouvant mener à la violence. Bien sûr, souligne Adrien Candiard déjà cité, "la grande majorité des salafistes est absolument pacifique. Mais guerrier ou non, le salafisme crée les conditions intellectuelles et spirituelles de la violence. Sans lui, les grandes internationales jihadistes qui terrorisent notre époque n'auraient jamais vu le jour."

De même les mouvements de la gauche radicale expriment un refus potentiellement

25
violent du monde actuel : un refus qui nécessiterait une analyse approfondie des idéologies devenant des religions séculières, ce que je ne peux faire ici.

En tout cas, pour comprendre la profonde crise spirituelle qui est la nôtre depuis que la Terre est devenue pour nous un point dans l'univers, et l'être humain un cousin proche du chimpanzé, je vous invite à lire d'abord le petit livre de **Hubert Reeves**, *L'univers expliqué à mes petits-enfants* (7 euros) : un livre qui devrait vous passionner. Essayez de le lire avec le regard neuf de ceux qui ont révolutionné notre connaissance de l'univers.

Quel choc alors de découvrir que la Terre n'est pas au centre du monde, comme l'ont cru longtemps nos ancêtres, mais une planète tournant autour d'un soleil qui n'est lui-même qu'une étoile banale parmi les deux cent ou trois cent milliards d'étoiles de notre galaxie ! Et quel choc de découvrir qu'il existe dans l'univers observable des

centaines de milliards de galaxies, peut-être mille milliards de galaxies contenant chacune des centaines de milliards d'étoiles !

J'ai répété à dessein ces chiffres pour essayer de nous en pénétrer, tout en sachant que notre réaction normale est de chercher à les oublier, ou alors de conclure, avec l'anthropologue Marc Augé, et avec beaucoup d'autres, que dans un tel univers "l'idée d'un Dieu qui s'affairerait au salut de chacun a quelque chose d'absolument incroyable."

Mais la théorie de l'évolution semble tout aussi dévastatrice pour nos croyances traditionnelles. Certes cette théorie scientifique est aujourd'hui récusée par des intégristes de tous bords. Mais elle finira par s'imposer à tous.

Vous trouverez sur internet un bon exposé de **la théorie synthétique de l'évolution, ou néodarwinisme**, ainsi appelée parce qu'aujourd'hui on ne fonde plus l'évolution seulement sur la sélection naturelle, mais aussi sur des mutations aléatoires du patrimoine génétique, "aléatoires" signifiant dues au hasard.

Plus globalement, cela signifie que pour les scientifiques la vie s'est développée sur notre planète de façon aléatoire, l'exemple le plus frappant étant l'extinction des dinosaures due à la chute d'une météorite sur notre planète il y a 65 millions d'années, ce qui a permis l'essor des mammifères, et finalement de l'homo sapiens.

Du coup de nombreux scientifiques sont d'accord avec l'affirmation célèbre du biologiste Jacques Monod : "l'homme sait enfin qu'il est seul dans l'immensité indifférente de l'univers d'où il a émergé par hasard".

Face à cette affirmation, plusieurs attitudes sont possibles.

On peut la nier en s'enfermant dans une lecture littérale et intenable de la Bible et du Coran.

On peut en reconnaître le bien-fondé en développant une spiritualité sans Dieu, telle qu'on la trouve par exemple dans un petit livre du philosophe **André Comte-Sponville**, *l'esprit de l'athéisme*.

On peut la critiquer en admettant l'existence d'une Force Créatrice compatible avec la théorie de l'évolution, mais non assimilable au Dieu des chrétiens, des juifs et des
26

musulmans. C'est le cas de l'astrophysicien **Trinh Xuan Thuan** qui a bien résumé son oeuvre dans un petit livre, *Face à l'univers, dialogue avec 8 personnalités*.

Pour l'auteur, comme pour Einstein ou pour Spinoza, l'univers se révèle réglé avec une extrême précision, ce qui implique soit l'existence d'une infinité d'univers, soit l'existence d'une Source rationnelle à l'origine des lois qui régissent le monde.

Cependant les chrétiens, les juifs et les musulmans sont appelés eux aussi à critiquer l'affirmation de Monod sans remettre en cause la théorie de l'évolution.

Certes, on doit constater avec les scientifiques que dans l'évolution du vivant il n'y a pas de programme déterminé par un grand horloger, mais le jeu incessant des possibles. Pour les croyants la question est d'inclure ce constat dans celui, pour eux également fondé en raison, du libre développement de la vie sur notre planète en tant qu'impulsion originelle et continue prenant sa source dans un Dieu créateur.

Ce constat ne remet pas en cause la théorie de l'évolution, et il ne mène pas non plus nécessairement à la croyance au Dieu des chrétiens. Mais il le permet et même le favorise pour **Pierre Teilhard de Chardin** (site Web), prêtre et paléontologue, qui a été le premier à promouvoir une vision chrétienne de l'évolution, en reprenant notamment certaines des thèses de Bergson (*le phénomène humain* et *le milieu divin*). Vous aurez une bonne introduction à son oeuvre en lisant un livre de **François Euvé**, *Pour une spiritualité du Cosmos. Découvrir Teilhard de Chardin*.

Il reste que pour les juifs, les chrétiens et les musulmans, Dieu se révèle à nous non seulement comme une Liberté créatrice qui nous appelle à devenir libres, mais aussi comme une Existence-Amour qui nous appelle à l'aimer et à aimer notre prochain. Certes, pour la majorité d'entre vous, tout cela ne semble pas vous concerner, la France étant désormais un pays largement déchristianisé. Mais une majorité d'européens continue à se déclarer de culture chrétienne, et il y a dans notre pays trois à quatre millions de français se déclarant de culture musulmane. De plus on prévoit pour 2050 trois milliards de chrétiens, deux milliards 700 millions de musulmans, plus d'un milliard d'hindous et 500 millions de bouddhistes. Quant aux athées et aux agnostiques, ils devraient passer de 16 à 13% de la population mondiale. (**les religions dans le monde**, site Web).

Alors reconnaissez avec moi que si tous les croyants témoignaient par des actes que Dieu se révèle à nous en tant qu'Amour indicible, cela changerait la face du monde. En fait nous ne pouvons nous empêcher de concevoir la toute puissance de Dieu comme un pouvoir absolu analogue à un pouvoir humain : d'où le rejet de ce Dieu-là par un Sartre ou par un Foucault, et par beaucoup d'autres. Mais les chrétiens ont eux aussi à s'en libérer s'ils veulent assumer le scandale de la souffrance et du mal.

Vous avez donc à adopter l'une des trois démarches spirituelles que je viens d'évoquer rapidement, et qui ne sont pas équivalentes. Car la vérité existe, même si nous n'aurons jamais fini de la découvrir : ou bien Dieu existe, ou bien il n'est
27

qu'une projection de l'esprit humain. De plus on ne doit pas escamoter les divergences décisives entre les trois religions monothéistes : pour les chrétiens le Dieu unique s'est révélé, à la suite des prophètes d'Israël, dans l'homme Jésus de Nazareth, crucifié et ressuscité, parole et fils de Dieu.

Il reste qu'aucune de ces démarches ne pourra devenir la vôtre si vous n'arrivez pas à vous déconnecter de temps en temps pour vous ménager des moments de lecture et de méditation.

Cependant je ne veux surtout pas transformer ce conseil en discours moralisateur, de toute façon inutile. Car, comme la plupart d'entre nous, vous êtes sans doute prisonniers de votre addiction aux écrans, et aucun discours ne pourra vous en délivrer. En effet ce monde des écrans nous enferme dans une caverne bien plus fortement qu'au temps de Platon.

Alors comment nous arracher à nos cavernes ? Question essentielle, et pour esquisser

une réponse, je me limiterai à l'évocation d'une expérience à mes yeux significative. J'ai organisé autrefois des marches de nuit avec des jeunes en les laissant partir seuls vers des refuges, ce qui me ferait condamner aujourd'hui pour inconscience caractérisée. On demanderait sans doute à une cellule psychologique de prendre en charge ces jeunes que j'ai sciemment traumatisés. Car l'un de mes objectifs était alors de les aider à acquérir le goût de l'aventure et du risque qui seul permet à la jeunesse d'être ce bref moment où tout devient possible.

En tout cas tous les jeunes nous ont dit qu'ils avaient connu des sentiments d'inquiétude ou d'angoisse en marchant ainsi seuls dans la nuit sur des sentiers de montagne : angoisse salutaire qui déjà nous arrache à l'illusion d'un monde entièrement sécurisé.

Ensuite pendant les veillées nous apprenions à regarder le ciel, à contempler la Voie Lactée. La nuit étoilée devenait alors pour nous la nuit chantée par Rameau et par Péguy, la nuit "amie des enfants, amie et soeur de la jeune espérance".

Parfois nous reprenions notre marche avant l'aurore pour aller voir un lever de soleil, spectacle d'une splendeur d'autant plus fascinante quand il devenait aussi celui d'une mer de nuages. Les sommets les plus lointains se découpaient alors à l'horizon avec une netteté absolue, tandis que des nuages très blancs tournaient dans les vallées, ou s'envolaient en longues processions au milieu des choucas.

Il ne s'agit pas ici d'une poésie facile, mais d'une nécessité vitale. Bien sûr un vrai contact avec la nature, sans smartphone, ne pourra pas mettre fin à lui seul à nos addictions. Mais il peut amorcer des temps de sevrage qui pourront s'étendre ensuite si nous arrivons à avoir de forts centres d'intérêt loin des écrans.

Par exemple la passion de la lecture est pour moi irremplaçable, et je suis persuadé qu'elle peut l'être pour vous. Alors lisez au moins certains des livres que je vous ai indiqués, afin qu'ils deviennent pour vous des compagnons et des amis.

En tout cas, nous dit Pascal, nous sommes embarqués, il faut parier. Certes Pascal fait sans cesse appel à la raison, et je m'y suis efforcé modestement de mon côté au 28

cours de ces réflexions : modestie réelle, face à un génie comme Pascal, et aussi face à l'ampleur des questions que je n'ai fait qu'aborder.

Mais pour Pascal "le coeur a ses raisons que la raison ne connaît point". Car "nous connaissons la vérité non seulement par la raison, mais aussi par le coeur".

Alors j'espère que ce texte deviendra aussi un hymne à la joie, un chant d'espérance, une vraie fraternité, dans une France aujourd'hui déchirée, mais appelée à redevenir, comme elle le fut si souvent, l'avant-garde des peuples d'Europe et du monde.

Auteurs cités

Les livres cités sont disponibles en librairie ou sur commande pour une vingtaine d'euros, le prix étant indiqué seulement quand ils sont à moins de 15 euros.

Abiteboul Serge et Dowek Gilles *Le temps des algorithmes* (Le Pommier, 2017)

Candiard Adrien *Comprendre l'islam* (Champ actuel, 2016, 6 eu.)
Chebel Malek *L'islam en 40 questions* (Librio, 2017, 3 eu.)
Comte-Sponville André *L'esprit de l'athéisme* (Le livre de poche, 2017, 6 eu.)
Ellul Jacques *Le bluff technologique* (Pluriel, 2013, 12 eu.)
Euvé François *Pour une spiritualité du cosmos Découvrir Teilhard de Chardin* (Edition Salvator, 2015)
Furet François *Le passé d'une illusion* (le livre de poche, 2003, 9 eu.)
Heidegger Martin *Essais et conférences. Qu'est-ce que la technique ?* (Tel, 1980)
Jancovici Jean-Marc *Dormez tranquilles jusqu'en 2100* (Odile Jacob, 2015)
Monbel Louis *Pour une Europe des projets et Les sources toujours actuelles de la civilisation européenne* (texte photocopié, 2 eu.)
O'Neil Cathy *Algorithmes La bombe à retardement* (Les Arènes, 2018)
Parmentier Bruno *Faim Zéro* (La Découverte, 2014)
Payen Gérard *De l'eau pour tous* (Armand Colin, 2013)
Péguy Charles *Le porche du mystère de la deuxième vertu* (Poche, 1986, 10 eu.)
Piketty Thomas *Le capital au XXIe siècle* (Seuil, 2013, résumé sur internet)
Prantzou Nicolas *Voyages dans le futur* (Poche, 2009, 10 eu.)
Reeves Hubert *L'univers expliqué à mes petits-enfants* (Seuil, 2011, 7 eu.)
Ricoeur Paul et Changeux Jean-Pierre *La nature et la règle : ce qui nous fait penser* (Odile Jacob, 2008)
Sadin Eric *La vie algorithmique ; La siliconisation du monde ; L'intelligence artificielle ou l'enjeu du siècle* (L'Echappée, 2015, 2016, et 2018)
Smith Stephen *La ruée vers l'Europe La jeune Afrique en route pour le vieux continent* (Grasset, 2018)
Teilhard de Chardin Pierre *Le phénomène humain ; Le milieu divin* (Seuil, 2007 et 1996)
Tirole Jean *Economie du Bien Commun* (Puf, 2016)
Trinh Xuan Thuan *Face à l'univers* (Pluriel, 2017, 7 eu.)
Ugeux Georges *La descente aux enfers de la finance* (Odile Jacob, 2019)
Zufferey Nicolas *La pensée des chinois* (Marabout, 2012, 6 eu.)